

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 15 F (150 FB)
6 mois : 8 F (80 FB)
pli fermé : 27 F et 14 F
« programme communiste »
1 an : 15 F (150 FB)

12^e ANNEE — N° 171
22 avril au 5 mai
LE NUMERO : 0,80 F

MENSONGE DES VOIES PACIFIQUES ET ÉLECTORALES

La destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois, seule voie de l'émancipation prolétarienne

A l'occasion de la nouvelle représentation de la farce électorale, les partis dits « de gauche » s'emploient une fois de plus, avec un cynisme inégalé, à fourvoyer la classe ouvrière dans la perspective d'un processus de réformes du capitalisme et de l'Etat bourgeois à partir d'une victoire issue des urnes. A cette misérable perspective électoraliste,

aussi vieille que la trahison du marxisme révolutionnaire par la social-démocratie, le communisme a toujours opposé la seule véritable voie de l'émancipation prolétarienne : révolution violente, destruction de l'Etat bourgeois, et instauration par le prolétariat de sa dictature, sous la direction de son parti, pour entreprendre le bouleversement révolutionnaire des rapports sociaux.

A première vue, il pourrait sembler ne s'agir que d'une simple divergence de méthode entre branches du mouvement ouvrier poursuivant le but commun de l'accession de la classe ouvrière au pouvoir : d'un côté ceux qui prônent la révolution violente ; de l'autre ceux qui prétendent y parvenir progressivement et sans douleur par une victoire électorale obtenue grâce à une alliance avec les couches petites-bourgeoises.

En réalité, l'opposition entre ces deux méthodes est l'expression d'une opposition de principe radicale, non pas entre deux branches d'un même mouvement, mais entre ceux qui appliquent dans toutes ses consé-

quences la doctrine marxiste, et ceux qui la trahissent pour justifier une pratique parfaitement contre-révolutionnaire — qui prélude, comme l'histoire l'a déjà montré, à la défense directe de l'ordre bourgeois lorsque la situation l'exige.

La vision social-démocrate, expression des intérêts de couches cherchant avant tout à éviter le déchaînement de la lutte des classes, se ramène sur le plan de la doctrine au mensonge bourgeois d'un Etat par lui-même au-dessus des classes, et que chacune peut utiliser à son gré en le « remplissant » d'un contenu de classe favorable à ses intérêts, à la seule condition

d'avoir au préalable gagné les élections.

Selon la thèse centrale du marxisme au contraire — celle-là même que Lénine a splendi-

DANS CE NUMERO :

— L'Amérique, toujours l'Amérique.

dement défendue dans *L'Etat et la révolution* contre les traîtres réformistes qui l'avaient déjà enseveli une première fois — l'Etat bourgeois n'est autre chose qu'un organe de répression au service de la bourgeois-

(suite page 2)

A BAS LE 1^{er} MAI TRICOLORE ! VIVE LE 1^{er} MAI ROUGE !

Prolétaires, camarades !

Près d'un siècle a passé, et le soleil du 1^{er} Mai se lève encore sur une société dominée par le contraste entre le prodigieux développement des forces productives et le gaspillage inhumain et antisocial que fait de ces forces un mode de production fondé sur les nécessités de l'accumulation du capital et de la course au profit.

D'après les idéologues bourgeois et leurs perroquets opportunistes, social-démocrates et stalinien de toutes variétés, le progrès technique et scientifique aurait dû alléger le fardeau de la seule classe qui produit les richesses, votre classe. En réalité, depuis qu'il y a un siècle les martyrs de Chicago ont péri pour avoir revendiqué la journée de huit heures, la durée moyenne de la journée de travail n'a pratiquement pas varié, comme si cette limite des huit heures était infranchissable. Alors que l'augmentation incessante de la productivité du travail aurait dû constamment améliorer votre niveau de vie, les miettes que le capitalisme vous a accordées ont fondu dans l'alternance de crises brusques et de périodes d'illusoire prospérité. En revanche, l'exploitation dont vous êtes victimes ne cesse de s'aggraver, les cadences de travail de s'accroître, dans un monde de plus en plus empoisonné par l'arrogante « civilisation industrielle ». Cette « paix » qui, selon Nixon et Brejnev, Mao et Wilson, Chaban, Giscard ou Mitterrand, aurait dû être apportée aux peuples par l'accroissement des échanges commerciaux, a pris en réalité le visage de deux guerres mondiales et d'innombrables guerres locales, au cours desquelles vous avez dû, au prix de votre sang et de votre sueur, détruire une richesse surabondante afin de permettre au monstre capitaliste de recommencer de nouveau son cycle de production. La démocratie qui, d'après les sirènes de l'ordre établi, aurait dû vous permettre d'accéder pacifiquement au pouvoir, a répondu par le plomb chaque fois que vous avez osé secouer les bases de la société et du mode de production bourgeois ; là où cela n'a pas suffi, elle vous a donné le fascisme, et elle est prête à recommencer quand il le faudra.

Prolétaires, camarades !

Une fois de plus la crise est en train de s'abattre sur le monde anarchique du capitalisme : les salaires s'efforcent

(suite page 2)

Un programme aussi vieux que l'opportunisme

L'opportunisme est depuis de longs mois descendu dans l'arène de la course électorale en brandissant le « programme commun », qui, aux yeux du P.C.F., serait « l'arme enfin trouvée » de l'émancipation prolétarienne, le « pont enfin jeté » vers le communisme qui, pour la première fois dans l'histoire, quitterait le domaine de l'utopie !

Les objectifs pour lesquels la gauche fait campagne sont simples : 1) une « France plus présente », 2) un « peuple plus fraternel », 3) une « monnaie plus forte » et 4) une « société plus juste », enfin 5) « des hommes plus libres ». Traduisons-les dans le langage direct des communistes : 1) soutien à l'impérialisme français, 2) collaboration des classes, 3) travailler d'abord et 4) revendiquer ensuite, enfin 5) un peu d'air et de démocratie pour l'aristocratie ouvrière et les couches moyennes.

Tel est le programme avec lequel l'opportunisme — qui est l'expression politique des intérêts de ces couches — est déjà allé au gouvernement sous les habits successifs donnés par l'histoire et mis aux modes nationales particulières.

En 1914, les partis sociaux-démocrates, à quelques glorieuses exceptions près, reniaient toutes leurs promesses antérieures et allaient au gouvernement pour entraîner le prolétariat dans la première boucherie impérialiste. Dans la vague révolutionnaire du premier après-guerre, ces mêmes partis paralysaient le prolétariat et, en Allemagne, participaient au gouvernement pour le réprimer ouvertement. En 1936, en France, la vieille S.F.I.O. appuyée par le jeune opportunisme stalinien responsable de la destruction de l'Internationale de Lénine, allait au gouvernement pour préparer, contre quelques miettes, le prolétariat à la guerre. Après avoir participé à la deuxième boucherie impérialiste, ces partis prirent leur place dans le gouvernement pour discipliner le prolétariat dans l'effort de « reconstruction nationale » de l'économie, de l'Etat et de l'empire colonial.

Et aujourd'hui ? Dans une période, aux dires de Mitterrand, « moins périlleuse et même pratiquement sans danger pour la paix civile », il s'agit tout simplement de calmer « l'ensemble des forces vives du travail et de la production pour faire face à la crise qui bat à la porte et qui s'aggravera ». Aujourd'hui comme toujours, tenter de plier le prolétariat aux exigences du capital, telle est la fonction des partis opportunistes, des partis ouvriers bourgeois, qui ne peuvent en aucune manière être considérés comme la « droite » du mouvement ouvrier, mais bien comme les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, et doivent être combattus comme tels.

Les « révolutionnaires » aux urnes

Du côté de l'« extrême gauche », la précampagne électorale est déjà une véritable leçon de choses.

Tandis que le P.S.U. offre directement ses services à Mitterrand et que l'Humanité Rouge appelle à l'abstention au nom de la révolution prolétarienne mariée à l'« indépendance nationale » — qu'un éventuel

gouvernement Mitterrand serait censé brader au profit du « social-impérialisme » russe (H.R. n° 225) — les différents courants issus de la matrice trotskyste se hâtent de s'emparer de la « tribune électorale » pour, selon leur théorie favorite, « se compter » et développer « le programme et les idées des révolutionnaires ».

Face aux social-démocrates du P.C. et du P.S. — qui affirment qu'on peut et qu'on doit « aller au socialisme » sans violence, par la conquête pacifique du pouvoir dans le cadre de l'Etat bourgeois, et qui, en toute cohérence, voient dans les élections un moment essentiel de cette « bataille » — et face aux anarchistes ennemis de tout pouvoir et de tout Etat, les « révolutionnaires » de l'O.C.I., de Rouge et de L.O. (pour ne prendre que les trois courants trotskystes les plus significatifs) revendiquent tous, en paroles, les principes fondamentaux du communisme : la révolution violente et la dictature du prolétariat comme étapes obligatoires entre le capitalisme et le socialisme.

Fort bien ! Mais pour que ces affirmations aient un sens, encore faudrait-il ajouter sans équivoque qu'il est exclu que cette voie — unique et totalitaire — puisse se concilier avec la voie opposée de la conquête graduelle de l'Etat bourgeois ; qu'il est exclu que le prolétariat puisse avoir ne serait-ce qu'une parcelle de pouvoir tant que l'Etat bourgeois n'a pas été détruit, et puisse se reconnaître dans un prétendu « gouvernement ouvrier » qui ne serait pas issu de l'insurrection et serait autre chose que la dictature du prolétariat ; et qu'un

tel gouvernement, les communistes n'ont ni à le défendre, ni à en favoriser l'avènement.

Or apporter ces précisions indispensables, c'est précisément ce que les héritiers plus ou moins fidèles du Programme de Transition ne font pas, et ne peuvent pas faire.

A l'occasion des élections législatives de 1973, tout en affirmant que « le socialisme ne saurait être instauré que par la révolution », l'O.C.I. justifiait ainsi ses brûlants appels « pour le gouvernement ouvrier » : « Changer la vie exige [...] un gouvernement qui organise, centralise, érige la classe ouvrière en classe dominante, un gouvernement qui détruit le pouvoir du capital, un gouvernement qui constitue le

pouvoir de la classe ouvrière. Ce gouvernement, le P.S. et le P.C.F. peuvent combattre pour et peuvent le réaliser » (Appel de l'O.C.I., supplément à Informations Ouvrières, n° 592). « Nous luttons pour cette solution, car c'est la solution la meilleure, celle qui permettrait d'assurer un développement organique de la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie aux moindres frais, avec le minimum de heurts et de violence » (Rapport de l'O.C.I., supplément à I.O., n° 545). Quelle économie ! Certes, l'O.C.I. parle de révolution. Mais quelle révolution ? La révolution « aux moindres frais » faite d'en haut, par le gouvernement !

(Suite page 4.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

VOIE ELECTORALE, OU DESTRUCTION
REVOLUTIONNAIRE DE L'ETAT BOURGEOIS ?

- PARIS : Vendredi 26 avril, 20 h 30, Salle Lancry, 10, rue de Lancry (10^e) - Métro : République
- LILLE : Samedi 11 mai, 18 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes)

1^{er} MAI (suite de la page 1)

en vain de suivre la hausse vertigineuse du coût de la vie, l'emploi de chacun est de plus en plus incertain, le chômage augmente, tous les aspects de votre vie subissent le poids d'une insécurité croissante, tandis que s'accumulent les sombres présages de la guerre commerciale entre les Etats, en attendant demain la guerre tout court.

Du haut de ses tribunes et de ses chaires, la classe dominante vous demande, avec la complicité du chœur des partis et des syndicats soi-disant « ouvriers » vendus au capital, de nouveaux sacrifices, plus de travail, moins de consommation. Surtout, ils vous demandent de renoncer à la lutte sans merci, alors que sans cette lutte menée depuis un siècle et demi par des générations de prolétaires, vous seriez encore plus étroitement enchaînés au capitalisme. Même si ses résultats immédiats ne peuvent suffire à vous libérer pour toujours de l'esclavage de l'accumulation et de l'exploitation capitalistes, seule la lutte résolue peut, comme l'ont démontré les mineurs anglais ou à une moindre échelle les prolétaires qui en France et en Italie ont lancé de puissants mouvements de grève contre la volonté légaliste et pacifiste des bonzes syndicaux, vous faire sentir que vous êtes autre chose qu'un troupeau de bêtes de somme ou une bande d'esclaves au service du capital.

Prolétaires, camarades !

Repoussez les litanies infâmes de l'opportunisme, comme l'ont fait ceux qui vous ont précédés dans le combat sans merci contre le régime de la marchandise, de l'argent, du profit, du travail salarié. Renoncez à la lutte pour la défense du salaire et la réduction de la journée de travail, ce serait ouvrir la voie à une exploitation sans précédent. Non seulement cette lutte économique ne doit pas être abandonnée, mais elle doit être le point de départ d'une lutte beaucoup plus large, plus générale, d'une lutte politique pour la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat, qui sont les conditions de la destruction du régime capitaliste et de l'avènement du communisme.

Pour atteindre ce but sans dévier, cette lutte doit être menée sous la direction du parti révolutionnaire de classe. Comme le proclamait la I^{re} Internationale, et comme l'a crié de nouveau au monde entier la III^e Internationale née de la Révolution d'Octobre : « la classe ouvrière possède un élément de succès, le nombre ; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'organisation et guidé par le savoir ». Cette lutte n'est pas celle d'une catégorie ou d'une usine, elle concerne l'ensemble du prolétariat ; elle n'admet pas de frontières nationales, elle est mondiale par nature car « l'émancipation du travail n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne ».

Prolétaires, camarades !

A la veille d'un 1^{er} Mai qui devra un jour redevenir un 1^{er} Mai rouge, voilà ce que vous rappelle le parti communiste international dont le programme séculaire, défendu avec acharnement contre les assauts de la contre-révolution, est la seule garantie d'un avenir qu'il ne promet ni facile ni pacifique, mais qu'il sait éclairer par la certitude de la victoire sur le chemin sûr de la révolution.

A bas les apôtres de la paix sociale et de la collaboration entre les classes, de la solidarité nationale, des réformes destinées à dorner les chaînes de l'exploitation capitaliste !

Vive la révolution prolétarienne mondiale !
Vive le communisme !

Parti communiste international.

Honteux appels à la trêve sociale

Si dans la campagne présidentielle actuelle, la bourgeoisie a des raisons de se sentir affligée par le spectacle véritablement grotesque offert par ses représentants politiques lui rappelant brutalement que 15 ans de gaullisme et de pompidolisme n'ont pu finalement venir à bout de ses querelles, elle pourra au moins se féliciter de quelque chose, à savoir la servilité de l'opportunisme à son égard.

Certes, la vague de luttes ouvrières dans ce pays n'a pas atteint l'importance qu'elle vient d'avoir en Angleterre où la bourgeoisie a utilisé les élections pour briser la magnifique détermination des mineurs et fait le chantage habituel pendant la campagne électorale pour casser les autres mouvements ; mais si la bourgeoisie française n'a pas choisi le moment de la campagne présidentielle, elle a au moins su utiliser l'événement au mieux de ses intérêts. Son chef d'œuvre n'était pas encore enterré qu'elle s'inquiétait déjà de savoir quelles répercussions sa mort pourrait bien avoir sur « l'atmosphère sociale ». Ses appels à la « trêve sociale » pendant la durée des élections n'étaient pas encore proférés ni peut-être même rédigés que déjà les syndicats, complètement acquis à l'orientation de collaboration des classes, prenaient avec une parfaite unanimité l'engagement de tout faire pour enterrer la vague de grèves.

Il est inutile de parler de F.O. conspuée à juste raison par les grévistes de Saint-Nazaire pour avoir refusé de participer au mouvement, dont le secrétaire général semble se confiner dans le rôle de porte-parole des mesures sociales du gouvernement.

La C.G.T., elle, déclare qu'elle « entend continuer à assumer toutes les responsabilités qui lui incombent dans l'action revendicative. Elle considère qu'il est de l'intérêt des travailleurs que les élections présidentielles se déroulent dans la sérénité, afin que chaque citoyen puisse se prononcer démocratiquement, en conscience de l'importance de son vote pour l'avenir du pays ».

Et le lendemain, Séguy adressait une lettre au C.N.P.F. qui venait de demander que soit mis fin aux « querelles et aux disputes » :

« Pour que le calme et la dignité président à la consultation électorale, il est indispensable que chaque partie y contribue réellement. Or, si la C.G.T. a déjà fait preuve d'esprit civique et constructif autrement qu'en paroles, force est de constater que le patronat comme

de vagues promesses électorales !

C'est dans le même esprit que la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.E.N. ont décidé le 12 avril de remplacer le défilé revendicatif du 1^{er} mai à Paris par un meeting électoral afin « d'éviter toute provocation ou incident qui risquerait de nuire à la nécessaire sérénité de la campagne présidentielle » (*Le Monde*, 14-15/4/74).

S'il est vrai que l'opportunisme est conduit à saboter ouvertement les luttes revendicatives et les grèves en période électorale, il ne faudrait pas en conclure pour autant que passées ces périodes il pourrait défendre les intérêts de la lutte prolétarienne. En réalité son sabotage n'est pas dû à des raisons contingentes, et s'il est plus manifeste en certaines périodes qu'en d'autres, il est permanent.

La fonction de l'opportunisme est en effet de canaliser les réactions ouvrières pour tenter d'empêcher qu'elles ne s'opposent aux intérêts du capital et de son Etat, en les maintenant sur le terrain de la catégorie, de l'entreprise, ou de la nation au lieu d'unifier ces réactions pour en faire une force unitaire qui serait un puissant levier révolutionnaire. Aussi, les revendications ouvrières doivent-elles être « légitimes », c'est-à-dire compatibles avec les possibilités de la production, et le grand danger est-il que la classe ouvrière lutte pour ses intérêts généraux propres, en refusant de laisser subordonner ses revendications à la défense de catégories privilégiées comme les cadres. Aussi la grève — même limitée par avance dans le temps — n'est-elle plus dans cette vision méprisable que « l'arme ultime », non pas pour obtenir satisfaction, mais pour imposer la négociation dans laquelle le résultat ne dépendrait pas du rapport des forces mais de l'épaisseur du dossier et de la justesse des arguments, compte tenu naturellement, des nécessités réelles ou supposées de l'avenir de la production.

C'est ainsi que l'opportunisme ouvrier fait son travail quotidien de sape contre-révolutionnaire, et qu'il tente de briser toute velléité de classe pour canaliser les énergies ouvrières dans la perspective d'un changement de gouvernement par la voie électorale et pacifique.

La destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois

(Suite de la page 1)

sie. Pour consolider sa domination et sa richesse, la classe bourgeoise n'a pas hésité à user de la violence pour détruire l'Etat féodal ; puis elle a forgé son propre Etat, cet énorme appareil administratif, judiciaire, policier, militaire ; elle l'a créé, développé, doté d'une hiérarchie fidèle et dévouée, rodé enfin au cours de décennies d'expérience accumulée. Par l'école, l'endocinement de la propagande bourgeoise, le réseau des lois au service de la classe possédante, l'appareil judiciaire chargé de les appliquer, et plus généralement l'intimidation exercée collectivement contre les exploités par la force organisée de la police et de l'armée, l'Etat exerce de manière en quelque sorte « indirecte » sa fonction permanente de défenseur de l'ordre bourgeois. Lorsqu'il le faut il n'hésite pas, il n'a jamais hésité — l'histoire en est témoin ! — à déchaîner directement contre la révolte des opprimés la violence armée qui a précisément été organisée et préparée dans ce but, grâce à un appareil d'encadrement solidaire par nature et par vocation des intérêts de la classe dominante.

Le marxisme soutient donc, au point d'en faire un principe fondamental du communisme (énoncé par Marx et Engels après la Commune et strictement appliqué par les bolchéviks en 1917), qu'il est impossible d'utiliser l'appareil d'Etat de la bourgeoisie pour aller contre les intérêts bourgeois, comme

on retournerait contre l'adversaire une arme qui lui a été arrachée : car à la différence d'un fusil qui peut indifféremment tuer un bourgeois et un prolétaire, l'Etat bourgeois n'est pas neutre : c'est une arme intelligente, forgée et dressée par la bourgeoisie, et qui ne peut, de par sa nature et de par sa constitution, servir que les intérêts bourgeois. On ne peut s'en emparer et l'utiliser dans le cadre d'un processus pacifique et respectueux de la légalité bourgeoise pour aller à l'encontre des intérêts généraux de la bourgeoisie. Aucun gouvernement ou président, aucune majorité électorale parlementaire « de gauche » ne peuvent donner à cet appareil d'Etat bourgeois une orientation et une fonction différentes de celles qu'il a par nature, et encore moins le détruire ; ils le peuvent d'autant moins qu'ils ont au contraire pour programme de l'utiliser, voire de le renforcer pour mener à bien leur politique de réformes.

C'est pourquoi le communisme proclame la nécessité de la destruction de l'appareil de domination de la bourgeoisie par le prolétariat insurgé, qui devra instaurer son propre appareil de domination et de répression. Quand le système électoral et le Parlement, la bureaucratie, la justice, la police et l'armée de la bourgeoisie auront été détruits, alors seulement le prolétariat aura réellement pris le pouvoir, et cela est évidemment inconcevable sans la guerre ci-

vile et la lutte armée opposant à l'appareil d'Etat bourgeois les masses révoltées sous la direction politique et militaire de leur parti de classe. Ce n'est qu'alors que le prolétariat pourra consolider son pouvoir et instaurer son propre Etat, la dictature du prolétariat, pour entreprendre la destruction de la société de classe, à commencer par ses bases économiques, et briser la résistance des classes vaincues.

Certes, la prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat n'est pas pour aujourd'hui, ni même pour un proche avenir, car si ses conditions objectives sont en voie de mûrissement, ses conditions subjectives — c'est-à-dire l'influence du parti sur les masses — sont loin d'exister. Mais elle ne pourra pas être réalisée demain si elle n'est pas préparée avec acharnement dès aujourd'hui. Cette préparation consiste dans la défense et la propagation des armes politiques indispensables à la victoire, c'est-à-dire notamment dans la destruction des préjugés bourgeois sur les méthodes pacifiques (et donc électorales) d'émancipation prolétarienne, dans la lutte politique implacable contre les partis qui en les propageant se font les complices de la conservation bourgeoise, dans la préparation politique du prolétariat à la nécessité de la révolution violente et de la lutte armée, et donc avant tout dans la constitution du parti qui incarne ce programme et devra s'implanter dans la classe ou-

vrière pour centraliser ses énergies et diriger sa lutte.

C'est en fonction de cette perspective culminant dans la révolution violente, la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat — et de cette perspective seule, ce qui exclut toute approche moralisante ou métaphysique, de type anarchiste par exemple — que le marxisme doit envisager la question de la démocratie parlementaire et des élections en général.

Pour le marxisme, la république démocratique, avec ses élections parlementaires et avec ou sans élections présidentielles, n'est, et ne peut être autre chose qu'une forme de la domination et de l'oppression bourgeoises : c'est même certainement, du point de vue du capitalisme, la meilleure et la plus habile, car elle se travestit de la fiction de la volonté populaire qui ne connaît plus de classes sociales, mais seulement des « citoyens » libres et égaux allant déposer, l'exploiteur à côté de l'exploité, leur bulletin dans l'urne.

Les institutions représentatives de la république démocratique ne sont qu'un des rouages de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie : pas plus que ce dernier elles ne peuvent être conquises par le prolétariat, encore moins utilisées comme forme du pouvoir prolétarien ou de l'instauration de ce pouvoir, mais devront être détruites, au même

titre que l'ensemble de l'appareil d'oppression bourgeois.

La mystification électorale est en effet une arme puissante aux mains de la classe dominante : en faisant croire aux masses ouvrières — grâce à la complicité des partis opportunistes — que leur émancipation pourrait prendre la forme d'un processus pacifique et électoral, et qu'on pourrait grâce à une judicieuse utilisation de la constitution bourgeoise instaurer un pouvoir prolétarien, la bourgeoisie endort et désarme politiquement la classe ouvrière ; elle entrave ainsi sa préparation révolutionnaire qui doit au contraire déboucher sur l'affrontement armé contre les forces du capital.

L'expérience a également montré que la bourgeoisie a appris à utiliser la mystification électorale pour briser une agitation sociale généralisée qui, sans mettre en cause le pouvoir d'Etat, gêne l'ordre productif capitaliste ; les élections servent alors directement à dissiper l'énergie prolétarienne dans les urnes, ou bien à la domestiquer pour la transformer en arrivée au pouvoir des laquais de la bourgeoisie qui remplissent alors directement les tâches de gestion de l'Etat bourgeois.

Les illusions électoralistes et les partis opportunistes qui les répandent doivent donc être impitoyablement combattus par les communistes. Ce n'est pas sur le terrain électoral mais sur celui de la lutte de classe que se trouve la voie de l'émancipation prolétarienne.

L'Amérique, toujours l'Amérique

En 1947, quand l'Amérique adopta le plan Marshall et accorda des prêts et des aides « philanthropiques » à l'Europe sortie exsangue de la deuxième guerre mondiale, notre Parti, traduisant dans le langage rude du marxisme la rhétorique pompeuse de la bourgeoisie, représenta la vestale américaine de la démocratie sous les traits du nouveau personnage qui s'avancit sur la scène de l'après-guerre, l'huissier international. Dans un article intitulé *Amérique*, publié en mai-juin 1947 (*), nous écrivions : « Nous savons bien comment agit l'huissier. Il est beaucoup plus puissant que le gendarme, même si sa seule arme est une vieille serviette de cuir pleine de documents, même s'il est chétif et mal vêtu... Mais sa puissance légale, sa puissance sociale sont considérables et quand, ruinée par les astuces de la bataille juridique, la victime le voit paraître devant elle, elle est tellement épouvantée que, tremblante et passive, elle n'essaie même pas de l'attaquer et de le mettre à la porte, mais se fait sauter la cervelle. Il remporte la victoire sans que le sang de sa victime ait sali ses mains, son casier judiciaire reste vierge et son confesseur peut lui accorder l'absolution sans difficultés ».

Vingt-sept ans ont passé et l'huissier international, dont le siège principal est à Washington et les succursales aux quatre coins du monde, a souvent été obligé de changer son pauvre habit civil contre l'uniforme rutilant du gendarme : il a « sali ses mains de sang » en Corée, au Vietnam, au Cambodge et, par personnes interposées, au Chili, il a menacé de le faire en Égypte (et dans une guerre, le résultat obtenu est le même — c'est cela qui compte — que l'on emploie la force ou la menace).

PRESSE INTERNATIONALE

E' uscito il nr 7 (6 aprile 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

IL PROGRAMMA COMUNISTA di cui diamo il sommario :

- America, sempre America.
- Diciamo la nostra sul referendum.
- A che mira la nuova riforma tributaria ?
- Giù le mani da Lenin ! (A proposito di « Lotta Comunista »).
- Violenza e non-violenza.
- La garrota e le lacrime di cocodrillo.
- Rubriche sindacali.

Abbonamento annuale : 20 F.

Thèses de Boukharine-Lénine sur le parlementarisme (1920)

1 - Le gouvernement parlementaire est devenu la forme « démocratique » de la domination de la bourgeoisie qui, à un certain degré de son développement, a besoin de la fiction d'une représentation populaire. Apparaissant extérieurement comme l'organisation d'une « volonté du peuple » au-dessus des classes, elle n'est en fait qu'un instrument de coercition et d'oppression aux mains du Capital.

2 - Le parlementarisme est une forme déterminée de l'Etat. Aussi ne convient-il en aucun cas à la société communiste qui ne connaît ni classes, ni lutte de classe, ni pouvoir gouvernemental d'aucune sorte.

3 - Le parlementarisme ne peut pas être non plus la forme du gouvernement « prolétarien » dans la période de transition de la dictature de la bourgeoisie à la dictature du prolétariat. Au moment le plus grave de la lutte de classe, lorsque celle-ci se transforme en guerre civile, le prolétariat doit inévitablement bâtir sa propre organisation de combat dans laquelle les représentants des classes dominantes ne seront pas admis ; dans cette phase, toute fiction de volonté po-

lulaire est nuisible au prolétariat [...].

4 - Les Parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles.

PERMANENCES DU PARTI

- A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.
- A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A Lille : le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

monde s'aplatit, aujourd'hui comme il y a vingt-sept ans.

Devant l'huissier-gendarme, on a vu se prosterner l'Égypte de Sadate, avec la bénédiction de Moscou, pendant et après la guerre du Kippour. Sur l'autel de la domination absolue (masquée par le condominium) de Washington, Brejnev a sacrifié le dernier lambeau du mythe guérillero-garibaldien de Castro, après avoir assisté sans broncher à la fin sanglante (pour ses partisans encore plus que pour lui) du régime anti-guérillero et anti-garibaldien d'Allende. Pour le gangstérisme yankee ce n'était pas assez : il fallait que Sadate et Fayçal mettent fin à l'embargo. C'est chose faite. Et à Cuba, après Brejnev, c'est au tour de l'envoyé du pape d'aller chanter la grand-messe. La Chine, elle, encaisse et se tait : pour Mao l'ennemi n'est pas le dollar mais Confucius ; il n'est pas dans le présent mais dans le passé. De ce côté-là, la Maison Blanche n'a rien à craindre : elle a même reçu clandestinement de Moscou des quantités sans précédent de pétrole brut, d'essence et de combustible pendant la période critique de ce même embargo arabe que le Kremlin appuyait officiellement... Quant aux « victimes » européennes de 1947, c'est-à-dire aux « bénéficiaires » des prêts et subsides hautement « humanitaires » de Washington, elles ont parfois envie de relever la tête et, à défaut d'attaquer et de mettre à la porte l'huissier redouté, elles font quelquefois entendre un ... grognement. Cela dure quelques instants, et le « lion » redevient brebis. L'Oncle Sam voulait que Bonn s'engage

à prendre en charge les frais de stationnement des soldats yankees qui montent la garde des deux côtés du Rhin : il a eu ce qu'il voulait. Il attendait de Londres que cesse le flirt avec Paris et que reprennent les amours transatlantiques : Wilson, qui venait à peine de demander, et d'obtenir, au nom d'une « nouvelle » politique des revenus, que les Trade Unions renoncent « volontairement » à des revendications de salaires « exorbitantes », a immédiatement obéi, « volontairement ». Les Américains voyaient avec anxiété une Europe « rebelle » parce qu'« unie » : Jobert n'en veut pas, Walter Scheel préfère « un meilleur processus de consultation avec les USA ». Nixon fait la grosse voix et aussitôt la barque européenne fait eau de toutes parts avec l'intervention anti-européenne immédiate de Callaghan. De la prochaine réunion des Vingt, Washington attend une seule chose : que le dollar prenne sa « revanche ». Il la prendra : pas besoin de porte-avions menaçants là où s'étend le réseau aux mailles serrées du capital financier.

Qu'on ne dise pas que ce sont là de simples querelles de famille sans intérêt pour les prolétaires, et qu'on ne se console pas en pensant placidement que de toute façon, par le jeu de puissantes déterminations matérielles, l'empire à la bannière étoilée fera naître de son sein des contradictions toujours plus explosives. La seconde proposition est en partie juste, naturellement, mais l'erreur que contient la première, et ce qui est en partie faux dans la seconde,

sautent aux yeux si l'on pense qu'à la base de la soumission « volontaire » universelle au gendarme US se trouve la conviction — de classe, véritablement — que, malgré tout, la domination absolue des USA représente aujourd'hui la seule garantie sérieuse, *avalisée par l'URSS*, pour maintenir de façon durable dans un état de soumission le véritable ennemi commun, le prolétariat, et que cette domination est la seule défense possible contre la menace de son réveil futur. C'est cette conviction, ainsi que le « bruit des armes », qui font que tous les gardiens nationaux du capital se serrent autour de ce que Roosevelt a appelé de façon prophétique le *big stick*, le gros bâton. Ils savent qu'ils ne tiennent que grâce à lui, et que sans lui ils s'effondreraient tous ensemble.

La contre-révolution stalinienne est arrivée juste à temps pour sauver le gros bâton de la crise du vendredi noir de 1929. Elle lui a assuré la suprématie dans le second massacre mondial et après. Elle le maintient haut et menaçant aujourd'hui dans sa mission policière. C'est dans ce but que le condominium russo-américain a fonctionné et fonctionne encore. Aussi, quelles que soient les difficultés de la tâche, la masse du prolétariat devra s'abattre sur les deux piliers de la « stratégie bipolaire anti-communiste ». Alors tomberont tous ensemble les sinistres mailons nationaux de la Sainte Alliance bourgeoise !

(*) Voir notre recueil en italien *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti*.

La grève des travailleurs immigrés pakistanais et mauriciens

Comme il était prévisible, la circulaire Fontanet-Marcellin destinée officiellement à contrôler l'immigration n'a nullement mis fin à l'immigration clandestine et aux trafics qui l'accompagnent : une partie seulement des travailleurs immigrés ont vu leur situation « régularisée » (c'est-à-dire leur sort soumis au bon vouloir de l'employeur, puisque la carte de travail temporaire est liée au contrat), mais la circulaire est toujours à la disposition de l'Etat bourgeois pour lui permettre d'éliminer à volonté les immigrés gênants ou en surcharge. Elle constitue ainsi, comme nous l'avions dit l'an dernier (voir le *Proletaire* n° 151 à 153), encore plus qu'un moyen de régulation économique pour le capital, un instrument de pression politique contre la partie la plus exploitée du prolétariat, et donc contre la classe tout entière.

Comme l'année dernière à Ménilmontant, un groupe de travailleurs immigrés introduits en France, comme beaucoup d'autres, dans des conditions « irrégulières » a entrepris de résister à l'expulsion dont on les menaçait. Leur révolte n'a trouvé une fois de plus aucun secours du côté des partis et syndicats opportunistes : ils en sont réduits à trouver abri dans une sacristie, où les mêmes directions qu'il y a un an se sont employées avec beaucoup d'habileté politique à contenir leur lutte dans des limites interclassistes et pacifistes, bornant les revendications au règlement temporaire de cas individuels et prenant bien garde de ne pas heurter l'opportunisme, dont le « soutien » se bornait à quelques signatures de tracts. A la manifestation du 11 avril, nos camarades ont distribué un tract faisant le bilan de l'action entreprise et montrant à quelles forces politiques se heurte la réponse spontanée des ouvriers immigrés aux attaques de la bourgeoisie. Tandis que les Etats des pays exportateurs de main-d'œuvre qui

profitent de son exploitation et la négocient avec les bourgeoisies impérialistes interviennent (comme en janvier à Marseille) pour essayer de contenir la révolte de leurs ressortissants, dénoncent parmi eux les « meneurs » et collaborent à leur expulsion en cas de remous violents, les grands partis et syndicats opportunistes, P.C. et C.G.T. en tête, mettent tout en œuvre pour saboter ces mouvements. Leur programme est d'ailleurs comme nous l'avons déjà montré exactement le même que celui de la bourgeoisie, que le P.C.F. a précédée en proposant en '67 sa loi de contrôle de l'immigration. Et le tract précisait : « Dans la lutte d'aujourd'hui, comme l'année dernière à Ménilmontant, leur travail de sabotage est puissamment aidé par ceux qui, après avoir poussé les ouvriers menacés à la grève de la faim (forme désespérée de la lutte qui la confine dans la protestation humanitaire), empêchent maintenant par tous les moyens sous prétexte de « l'urgence », la clarification politique ; ils détournent l'action de son terrain de classe en sacrifiant tout au soldisant « concret » et au « soutien le plus large de l'opinion », c'est-à-dire à de vaines recettes interclassistes et pacifistes, inspirées en réalité de la pire politique, celle de la collaboration de classe ; ils interdisent que soit démasqué le rôle véritable des organisations opportunistes, et plient le mouvement aux décisions des bonzes P.C.-P.S., qui peuvent tranquillement signer les appels, décommander les manifestations pour raisons électorales, tabasser dans leur meeting de « soutien » les ouvriers en lutte qui essaient d'intervenir. »

Nous rappelions que la lutte contre l'opportunisme est inséparable du développement de ces réactions à l'attaque bourgeoise qui, « si embryonnaires soient-elles, constituent une source d'énergie de lutte nécessaire et inséparable de la défense aujourd'hui, de l'attaque de-

main contre la classe capitaliste. Son organisation, son affermissement et sa généralisation ne peuvent trouver une base effective que dans une orientation qui fasse ressortir — à travers même le caractère spécifique de cette lutte — que c'est un problème qui concerne l'ensemble de la classe ouvrière, l'ensemble de la lutte entre la classe exploiteuse et la classe exploitée, qu'il s'agit d'une des vicissitudes de la guerre — ouverte ou larvée — entre les classes, qu'il s'agit d'une riposte ouvrière sur un front qui se place à l'intérieur d'un champ de bataille générale où la bourgeoisie agit centralement sans pitié, munie d'énormes ressources matérielles et organisationnelles. Seule une riposte placée sur ce terrain de lutte de classe, libre de toute sorte d'illusions « humanitaires » et inter-classistes (la « charité » petite-bourgeoise et chrétienne) peut rendre effective cette énergie fournie par la volonté des travailleurs immigrés de réagir contre l'attaque de la bourgeoisie et trouver un terrain commun à l'ensemble des prolétaires ; seule une telle orientation peut faire de ces réactions un épisode de la lutte de classe contre la bourgeoisie et non une expression de désespoir sans lendemain. (...)

Contre toute condition spéciale d'exploitation (carte de travail ou contrats limitatifs) d'une couche des prolétaires que le capital opprime.

Guerre au capitalisme, aux Etats qui en sont les gardiens, solidarité internationale de classe de tous les exploités, et pour cela, lutte sans merci contre les social-chauvins, défenseurs de l'intérêt national et de la paix sociale !

Pour l'abolition du salariat ! Pour le communisme !

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

Les « révolutionnaires » aux urnes

(suite de la page 1)

Depuis, il y a eu le Chili, et l'O.C.I. rectifie le tir... dans la continuité. « La victoire de Mitterrand n'est pas celle de la révolution », mais « une étape nécessaire sur la voie de la lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois », le point de départ d'une série de paliers successifs, par lesquels les masses avanceraient, de « lutte » en « lutte » (pour l'élection de Mitterrand, « pour l'abolition de la Constitution gaulliste », pour « la chute du système bonapartiste », et ainsi de suite), « vers un nouveau gouvernement, un véritable gouvernement populaire » qui ne pourra résoudre les problèmes sociaux qu'en s'attaquant à la domination du capital, au système de la propriété privée des moyens de production, et à l'Etat bourgeois » (I.O. du 10-4-74). Autrement dit, pour l'O.C.I., non seulement il existe entre le capitalisme et le socialisme une étape de transition autre que la dictature du prolétariat — ce que le marxisme a toujours nié — mais il en existe au moins deux (« gouvernement populaire », « véritable gouvernement populaire »)... en attendant les prochaines troupes.

Le gradualisme de Rouge (qui accuse l'O.C.I. d'avoir des « principes élastiques » parce qu'elle « choisit de voter réformiste dès le premier tour », alors que la décence exigerait d'attendre le deuxième...) a une allure nettement différente de celle des paladins du Front Unique Ouvrier. Le « gouvernement ouvrier » n'est plus une « étape nécessaire » de la conquête du pouvoir, mais il « peut être un tremplin » vers celle-ci, « à condition que les travailleurs prennent conscience de la nécessité de déborder le cadre étroit du Programme Commun en allant de l'avant sans compromission » (Rouge du 12-4-74).

Cela signifiera refuser « les compromis, les ouvertures à la bourgeoisie », les « gouvernements de coalition », « exiger la dissolution de l'Assemblée », « l'expropriation des grands trusts », « combattre le sabotage économique de la bourgeoisie, organiser la vigilance ouvrière contre les complots réactionnaires » et enfin, bien sûr, « étendre le contrôle ouvrier sur la production ». Tout ceci « en basculant les projets timorés, légalistes, défaitistes, de l'Union de la Gauche ». L'énumération est longue. Mais de lutte contre l'Etat bourgeois et donc contre son gouvernement de partis opportunistes, pas un mot.

Il est évident que Rouge ne considère pas les partis ouvriers-bourgeois social-impérialistes comme des agents de la bourgeoisie, mais tout au plus comme ses « otages », ses victimes. Aussi ce gouvernement « ouvrier » dans le cadre de l'Etat bourgeois doit-il être défendu « contre toute tentative de coup d'Etat réactionnaire », parce qu'il représente un acquis positif, bien qu'incomplet, tant sur le plan politique (la démocratie !) qu'économique (les nationalisations !). C'est précisément sur la nature « contradictoire » de ces partis et sur le côté « positif » de leur programme qu'il serait possible de prendre appui, pour les sommer de « rompre avec la bourgeoisie » et de « franchir en s'appuyant sur les masses mobilisées les limites de la légalité

bourgeoise » (Ce que veut la Ligue Communiste, p. 65).

Ainsi Rouge laisse ouverte l'hypothèse d'une révolution... impulsée et facilitée par le gouvernement. Cependant, cette hypothèse étant malgré tout la plus improbable, il convient de se préparer à le déborder pour créer — selon toute une technique minutieusement codifiée de l'« auto-organisation » — une « situation de double pouvoir » qui « devra se terminer par la victoire d'un des deux camps ». La candidature Piaget — présentée comme une tentative pour « faire apparaître dans les élections un vaste courant anticapitaliste qui soit en même temps un cadre de débordement massif des solutions capitulaires des partis réformistes » — est précisément un symbole de cette voie. Ainsi, alors que chez l'O.C.I. le fétichisme de l'unité avec les masses se traduit par un appui « inconditionnel » à Mitterrand dès le premier tour, la conception tout aussi suiviste et fataliste de Rouge, qui aspire à « unir ceux qui ne font pas confiance aux dirigeants banqueroutiers de l'Union de la Gauche », l'amène en toute logique à désigner pour symbole et pour « cadre » de cette unification un... dirigeant du P.S.U. Misère du spontanéisme !

Lutte Ouvrière — qui a récemment lancé les foudres de l'anathème sur les trotskystes anglais coupables d'avoir appelé à voter Wilson — garde jusqu'ici un silence prudent sur son attitude au deuxième tour et évite soigneusement, dans son numéro du 9-4-74, de faire aucune déclaration de principe allant au-delà de cette affirmation banale (et de surcroît inexacte) que « la gauche ne vient généralement au pouvoir que pour y faire la politique de la droite ». On peut cependant parier sans trop de risque que — comme elle le fit naguère — L.O. appellera à voter Union de la Gauche « pour des raisons tactiques » (« ne serait-ce que pour aider à faire la preuve de ce qu'ils sont ») ou encore trouvera le moyen de démontrer la différence entre l'« appuyer » et « ne pas lui mettre d'obstacle ».

Nous laisserons de côté ici l'argument « tactique », quitte à y revenir dans un prochain numéro. Mais L.O. va plus loin. C'est ainsi que dans sa brochure sur le Chili, elle affirme clairement que « dans le cas d'un Mitterrand attaqué par l'extrême droite » la classe ouvrière aurait à défendre la gauche au pouvoir non pas « derrière » Mitterrand, mais... « dans le même camp que lui ». A partir de là, à quoi sert de dénoncer avec de grands airs « la politique préconisée par la gauche et une partie de l'extrême gauche à propos du Chili », et de parler d'indépendance d'organisation sur le plan politique et militaire ? A rien qu'à accroître la confusion. Il faut choisir : ou la loyauté à l'égard de la démocratie ou la loyauté à l'égard du prolétariat !

En guise de conclusion, quelques extraits de la propagande de L.O. « en faveur du programme et des idées des révolutionnaires » (France Inter, 15 avril, 13 h 30) :

Question : Quelle est votre conception de la démocratie et des libertés ? C'est les libertés pour tout le monde ou seulement pour une certaine classe sociale ?

L.O. : « Pour nous la liberté est effectivement pour tout le monde ;

nous sommes effectivement pour la liberté, pour la plus large démocratie pour tout le monde, effectivement.

— Pas de thème, alors, du genre « dictature du prolétariat » ?

— « La dictature du prolétariat pour nous, c'est la plus large démocratie, justement.

— Peut-être pas pour tout le monde ? Quand on utilise le terme « dictature », ça dit bien ce que ça veut dire...

— « Bah, ça veut dire : contrairement à aujourd'hui, où c'est une minorité qui exploite une majorité, ça sera une majorité qui non pas exploiterait une minorité, mais qui finalement réaliserait une société de liberté que nous comptons en laisser à cette minorité si les travailleurs effectivement exerçaient le pouvoir, je pense que ça serait très bien.

[...]

« Je peux dire actuellement que je ne me présente pas pour faire obstacle à l'élection de F. Mitterrand [...]. Nous ne mettons aucun obstacle à l'élection de F. Mitterrand. Ce que nous ferons au deuxième tour, je ne peux pas y répondre aujourd'hui, ça dépendra effectivement du résultat du premier tour ».

La dictature du prolétariat identifiée à la « liberté pour tout le monde », l'attitude politique vis-à-vis du social-impérialisme fonction « des résultats du premier tour de scrutin » : voilà le « présidentialisme révolutionnaire » de Lutte Ouvrière...

Embrassades sibériennes

La reprise des négociations russo-japonaises pour l'accord sur « l'exploitation en commun de la Sibérie », la « grande affaire du siècle », n'est vraiment pas un fait que les défenseurs de l'équation : « commerce et coopération = paix et harmonie entre les nations » pourront mettre à leur actif.

Alors que les tractations se poursuivent depuis maintenant dix années, le Japon est aujourd'hui invité à passer sous les fourches caudines : renonciation à un morceau de la « patrie », les Kouriles du Sud, abandon de 15 millions de tonnes de pétroles par an sur les 40 promis jusqu'ici, résignation à supporter seul l'effort financier du projet d'exploitation du pétrole de Tioumen et de construction de l'oléoduc, aide — exigée à la dernière minute — à la construction du second transsibérien, telles sont les conditions nouvelles imposées par le partner soviétique à un accord qui aurait pour conséquence évidente le renforcement de la puissance militaire de la Russie en Extrême-Orient, zone où il est parfaitement connu que les deux pays, depuis 80 ans, ne se sont pas fait que des caresses.

Ainsi, en dépit de ceux qui expliquent de façon intéressée que le Japon aurait enfin « compris son intérêt à favoriser sa prospérité économique plutôt que se tailler un empire par la guerre », les faits viennent cruellement démontrer au géant économique japonais que lui aussi a son talon d'Achille : l'armée (et ceci vaut aussi pour les pays européens). Ah, combien plus avantageux sont les accords commerciaux et diplomatiques lorsqu'on peut, comme les Etats-Unis, voire comme leur brillant second la Russie, faire parader aux alentours quelques magnifiques navires de guerre !

Et puis les tentations « anti-impérialistes » dans les semi-colonies économiques se font plus manifestes, comme on l'a vu récemment en Indonésie : les « critiques » chinoises vis-à-vis de l'« exploitation en commun de la Sibérie » qui s'accompagne de l'accumulation de stocks militaires sur la frontière mandchoue et de l'hyper-trophie militaire de Vladivostok, se font plus vives ; les petites brouilles sur le pétrole au Moyen-Orient et sur d'autres sujets ailleurs éclatent plus souvent avec les Etats-Unis. La concurrence avec le super-grand de l'autre rive du Pacifique n'est-elle pas destinée à grandir aux quatre coins de l'Océan et à apparaître maintenant en Sibérie même ? Nul doute que tout cela est de nature à pousser le Japon à mettre « sa puissance militaire à la hauteur de la sa puissance économique », à « se donner les moyens de sa puissance ».

Voilà la seule « harmonie » compatible avec le capitalisme impérialiste, celle entre le commerçant et le militaire, entre la coopération et la guerre.

VORACITÉ CAPITALISTE

« En rendant superflue la force musculaire, la machine permet d'employer des ouvriers sans grande force musculaire, mais dont les membres sont d'autant plus souples qu'ils sont moins développés [...] La valeur de la force de travail était déterminée par les frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille. En jetant la famille sur le marché, en distribuant ainsi sur plusieurs forces la valeur d'une seule, la machine la déprécie. »

Ces deux brefs passages du paragraphe sur « les effets immédiats de l'industrie mécanique sur l'ouvrier » (Marx, Le Capital, I, chapitre XV) introduisent la démonstration du caractère non-accidentel de l'emploi par le capital du travail des mineurs. Il nous est facile, même dans la société supermoderne et toujours rénovée d'aujourd'hui, de jeter à la figure de tous les innovateurs, de tous les réformistes, de tous les inventeurs de « lois nouvelles du développement économique », l'exploitation féroce, la misère physique et morale, qui accompagnent le capitalisme.

La propagande bourgeoise a beau s'efforcer de cacher ces misères, elle est, quelquefois, obligée de reconnaître les phénomènes les plus scandaleux et les plus évidents. De même qu'il a fait grand tapage sur les morts par accident du travail dans les usines infectes — et dont l'infection donne la « santé » de l'accumulation — Il Carriere della Sera (8-11-73) s'offusque qu'à Milan seulement on compte 20.000

enfants de 6 à 14 ans qui travaillent de 10 à 14 heures par jour pour des salaires de famine.

La justice zélée lance des enquêtes, mobilise la police, les enseignants, les assistantes sociales, pour faire disparaître le « honteux marché des enfants », sur lesquels les capitalistes économisent 90 % du prix de la force de travail. Il y a plus d'un siècle que les tuteurs zélés de l'ordre capitaliste essayent d'éliminer le phénomène, et l'unique résultat en est que seulement en Italie (révélations récentes : Livre blanc sur le travail des mineurs (ACL) ; Enquête du Ministère du Travail) on compte environ 400.000 enfants au-dessous de 14 ans, dont la presque totalité provient des familles prolétariennes (et cela sans tenir compte de ceux dont l'existence ne peut pas être connue, même pas avec des estimations pessimistes, si profond et caché est le phénomène !) ; 80 % de ces enfants travaillent pour un salaire inférieur à 5.000 livres par semaine (soit 35 de nos francs), et avec des horaires de travail qui dépassent presque de moitié les 8 heures par jour.

Ces données sur la misère prolétarienne donnent la dimension de la voracité de profit du capital. Cette voracité ne trouve pas d'obstacles dans la « bonne volonté » des philanthropes, dans l'indignation des philistins, dans l'« effort disciplinateur » des législateurs et des politiciens ; elle tire son aliment d'elle-même, du développement de l'éco-

nomie, des investissements qui la font grandir, de la soumission de la force de travail à la féroce discipline productive.

L'analyse marxiste de l'économie est très simple : le capital tend à comprimer le prix de la force de travail au niveau de sa valeur et, si possible, en dessous de celle-ci ; le prix est déterminé principalement par la loi mercantile de l'offre et de la demande : s'il y a un excédent de force de travail sur le marché, sera donc employée — si une résistance ouvrière efficace ne s'y oppose pas — celle qui s'offre « mieux », ou qui est utilisable, en tout cas, à des coûts plus bas (comme les enfants). Tant qu'il y a un excédent de force de travail (et le capital en produit continuellement), cet excédent peut être consommé rapidement, et même gaspillé (comme c'est le cas pour les jeunes vies des prolétaires), tant elle est bon marché, et facile à renouveler !

Les « réformateurs » d'hier et d'aujourd'hui, ayant une fonction plus ou moins contre-révolutionnaire, prétendent « améliorer la société » en défendant toutes griffes dehors le mode de production existant. Non seulement ils ont horreur de la société sans marchandise, sans travail salarié, sans profit, sans classes, mais ils boycottent aussi l'unique possibilité dont disposent les prolétaires, en pantalons longs comme en culottes courtes, pour soutenir leurs intérêts immédiats : la lutte de défense de la valeur de la force de travail. Mais la voracité du capitalisme et sa brutalité sont un résultat nécessaire du développement économique de la société bourgeoise ; mais c'est aussi vrai pour la violence et la décision avec lesquelles la classe exploitée débarrassera le monde de la classe exploiteuse et de ses infâmes complices.

PUBLICATIONS DU PARTI

EN FRANÇAIS

- Communisme et fascisme, 158 p. 8,00 F
- Le principe démocratique, 24 p. 1,50 F
- Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 p. ... 4,00 F
- La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme », 100 p. 5,00 F
- Force, violence, dictature dans la lutte de classe, 58 p. 4,00 F
- Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 15,00 F

EN ESPAGNOL

- Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
- Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
- Partido y clase 7,00 F

EN PORTUGAIS

- Teses características do partido: bases de adesão ... 3,00 F
- Licoes das contra-revoluções 3,00 F

Vient de paraître :

PROGRAMME COMMUNISTE N° 62

SOMMAIRE

- Crise et révolution.
- La question de l'autodétermination dans les classiques du marxisme (suite et fin).
- La « pensée de Mao », expression de la révolution démocratique bourgeoise en Chine et de la contre-révolution anti-prolétarienne mondiale (première partie).
- Document : la Gauche et la résolution du Congrès de Bâle (1912) sur la riposte prolétarienne à la guerre.

Le numéro : 5 F. Commandes au « Prolétaire ».

directeur - gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les N.M.P.P.